

6° évaluation de l'activité : suivi des indicateurs, nombre de patients, orientation, suivi;

7° détection précoce via un questionnaire standardisé destiné aux personnes fréquentant le service des urgences et pouvant présenter une consommation d'alcool potentiellement nocive pour la santé. Si nécessaire une intervention brève sera proposée;

8° coordination entre les quatre hôpitaux visés à l'article 4 et les 4 hôpitaux visés par l'arrêté royal du 6 juillet 2016 octroyant un subside à l'ASBL IDA à l'appui de l'élargissement d'un projet pilote « fonction liaison alcool, et détection et intervention brève chez des patients ayant un problème d'alcool dans les services d'urgence ».

Art. 5. Le rapport d'activités contiendra au minimum les points suivants :

1° une description de la philosophie et des objectifs du projet et une description et une argumentation des éventuelles modifications qui y ont été apportées en cours de projet;

2° les réalisations du projet;

3° un aperçu de la présence aux congrès, formations, ...;

4° une description de la manière dont le projet se fait connaître sur le plan interne (au sein des institutions) et éventuellement sur le plan externe (notamment vis-à-vis d'autres institutions);

5° une description détaillée du personnel, reprenant au moins les points suivants :

a) formation;

b) type de contrat;

c) ancienneté;

d) qualifications pertinentes;

6° un bilan financier : frais de personnel et autres engagés dans le cadre de ce projet;

7° des recommandations stratégiques;

8° un résumé des points ci-dessus.

Art. 6. La ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

6° evaluatie van de activiteit : opvolging van de indicatoren, aantal patiënten, oriëntering, follow-up;

7° vroegdetectie door middel van een gestandaardiseerde vragenlijst voor personen in de urgentiediensten, en die een alcoholgebruik hebben dat potentieel schadelijk is voor de gezondheid. Indien nodig zal een korte interventie worden voorgesteld;

8° coördinatie tussen de vier ziekenhuizen bepaald in artikel 4 en de vier ziekenhuizen bepaald in het koninklijk besluit van 6 juli 2016 houdende toekenning van een toelage aan de VZW IDA ter ondersteuning van de uitbreiding van een pilootproject "liaison fonction alcool, en detectie en kortinterventie bij personen met een alcoholprobleem in urgentiediensten".

Art. 5. Het activiteitenrapport omvat minstens de volgende punten :

1° een beschrijving van de filosofie en de doelstellingen van het project, en een beschrijving en argumentering van eventuele wijzingen hiervan in de loop van het project;

2° de realisaties van het project;

3° een overzicht van bijgewoonde congressen, vormingen, opleidingen, ...;

4° een beschrijving van de manier waarop het project zich intern (in de instellingen) en eventueel extern (onder andere naar andere instellingen) bekend maakt;

5° een gedetailleerde beschrijving van het personeel, met minstens volgende punten :

a) opleiding;

b) soort overeenkomst;

c) anciënniteit;

d) relevante kwalificaties;

6° een financiële balans : personeels- en andere kosten gedaan in het kader van dit project;

7° beleidsaanbevelingen;

8° een samenvatting van bovenstaande punten.

Art. 6. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE, SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/11226]

15 MARS 2017. — Arrêté royal relatif aux modalités d'inscription du syndic à la Banque-Carrefour des Entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à Votre signature contient la mesure d'exécution décrite à l'article 577-8, § 2/1, du Code civil, inséré par la loi du 2 juin 2010 modifiant le Code civil afin de moderniser le fonctionnement des copropriétés et d'accroître la transparence de leur gestion (*Moniteur belge* du 28 juin 2010, p. 39717).

Conformément à la jurisprudence constante de la Cour de cassation (Cass. 5 mai 1970, Pas., I, 1970, p. 766) selon laquelle il appartient au pouvoir exécutif de dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui en dérivent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, le présent arrêté a pour objet de définir, conformément à l'article 577-8, § 2/1, du Code civil, la procédure d'inscription des syndics à la Banque-Carrefour des Entreprises.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/11226]

15 MAART 2017. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de inschrijving van de syndicus in de Kruispuntbank van Ondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit waarvan ik de eer heb het ter ondertekening van Uwe Majesteit voor te leggen omvat de uitvoeringsmaatregel voorzien in artikel 577-8, § 2/1, van het Burgerlijk Wetboek, zoals ingevoegd bij de wet van 2 juni 2010 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek teneinde de werking van de mede-eigendom te moderniseren en transparanter te maken (*Belgisch Staatsblad* van 28 juni 2010, blz. 39717).

Overeenkomstig de vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie (Cass. 5 mei 1970, Pas., I, 1970, blz. 766) naar luid waarvan de uitvoerende macht uit het beginsel van de wet en de algemene economie ervan de gevolgtrekkingen moet afleiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die zij nastreeft, strekt dit besluit ertoe om overeenkomstig artikel 577-8, § 2 /1, van het Burgerlijk Wetboek de nadere regels vast te stellen volgens welke de syndicus in de Kruispuntbank van Ondernemingen wordt ingeschreven.

Le présent arrêté vise à atteindre les objectifs poursuivis par l'article 577-8, § 2/1, avec l'inscription des syndicats dans les données de l'association des copropriétaires reprise au sein de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Les objectifs du législateur peuvent être déduits des différents amendements déposés au cours des travaux parlementaires préparatoires de la loi du 2 juin 2010. Ces objectifs sont les suivants :

- prendre plus facilement connaissance des données du syndic ou du syndic provisoire sans passer par la copropriété concernée. Le syndic d'un immeuble peut être identifié à tout moment;

- repérer plus facilement les syndicats ou les syndicats provisoires qui exercent la profession illégalement et faire savoir aux associations des copropriétaires si le syndic concerné est habilité à agir en cette qualité. Des associations de copropriétaires sont effectivement parfois confrontées à des syndicats indéliques qui, par exemple, encaissent des commissions occultes, ou détournent de l'argent. Dans ces cas, il est intéressant pour les instances qui poursuivent ces syndicats sur le plan disciplinaire ou judiciaire de pouvoir identifier ces derniers à tout moment dans le cadre de mesures provisoires à prendre pour la protection de l'association de copropriétaires concernée et dans le cadre de contrôles. Actuellement, cette identification s'effectue par le biais de l'envoi annuel d'une liste de copropriétés à l'Institut professionnel des agents immobiliers sur la base de l'article 5, § 4, de la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier. Cette liste n'est donc pas évolutive. Cet institut ne dispose, en outre, que d'un pouvoir disciplinaire sur ses membres. Le fait d'inscrire les syndicats dans la Banque-Carrefour des Entreprises permet d'une part aux instances concernées de faire des recherches plus aisées, et favoriserait alors une politique de poursuites plus performante. Il constituerait autre part une simplification administrative pour les syndicats qui pourront à terme être libérés de l'obligation d'envoyer les listes des copropriétés qu'ils gèrent à l'Institut Professionnel des Agents Immobiliers.

- permettre la collecte de données statistiques.

L'avis du Conseil d'Etat est suivi, sauf en ce qui concerne la partie concernant le préambule et l'article 10 relatif à la compétence du ministre des Finances.

Comme le constate le Conseil d'Etat, aux termes de l'article 9 de l'arrêté royal du 26 juin 2003, le SPF Finances est le gestionnaire de données compétent pour les données relatives aux associations de copropriétaires visées à l'article III.18 du Code de droit économique (CDE)

L'article III.18, 6°, du CDE précise que les données d'identification des fondateurs, mandataires et fondateurs de pouvoir de chaque entreprise, y compris donc le mandat du syndic de l'association des copropriétaires, figurent dans la BCE.

Par conséquent, le SPF Finances est également le gestionnaire de données pour les données du syndic, mandataire de l'association des copropriétaires.

La désignation du Service public fédéral Finances dans l'arrêté royal du 26 juin 2003 en tant que gestionnaire de données pour les associations des copropriétaires, prévue à l'article 577-5 du Code civil, n'est pas limitée à une partie spécifique des données de l'association des copropriétaires et aucun autre gestionnaire de données n'a été désigné.

En conséquence, le projet qui désigne les guichets d'entreprises en tant qu'initiateur (comme visée à l'article 1, 2° de l'arrêté royal du 26 juin 2003) pour la communication des données du syndic, mandataire de l'association des copropriétaires, dans la BCE, doit être cosigné par le ministre des Finances.

Article 1^{er}

Le présent arrêté s'applique aux associations des copropriétaires, définies comme une association principale ou une association partielle, qui est dotée de la personnalité juridique et qui tombe sous le champ d'application de l'article 577-3 du Code civil.

Il est également précisé dans le même article 1^{er} qu'on entend par « syndic » tant le syndic, qu'il s'agisse d'une personne physique ou d'une société, désigné dans le règlement de copropriété ou nommé par l'assemblée générale, que le « syndic provisoire » adjoint ou désigné conformément à l'article 577-8, §§ 6 et 7, du Code civil. Le terme « syndic » englobe par conséquent aussi la personne physique ou la société désignée dans le règlement de copropriété, nommée par l'assemblée générale ou adjointe ou désignée par le juge pour exécuter des tâches bien déterminées.

Dit besluit heeft tot doel, bij middel van de inschrijving van de syndicus in de gegevens van de Vereniging van mede-eigenaars die overgenomen worden in de Kruispuntbank der Ondernemingen, de doelstellingen te bereiken die artikel 577-8, § 2/1, nastreeft.

De doelstellingen van de wetgever kunnen afgeleid worden uit de verschillende amendementen die ingediend werden tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 2 juni 2010, en zijn de volgende :

- makkelijker kennis te kunnen nemen van de gegevens van de syndicus of de voorlopige syndicus, zonder de betreffende mede-eigendom hierbij te moeten betrekken. De syndicus van een pand kan op elk moment worden geïdentificeerd;

- de syndici of de voorlopige syndici die het beroep onwettig uitoefenen makkelijker te kunnen opsporen en zodoende aan de verenigingen van mede-eigenaars te kunnen meedelen of de betrokkene gerechtigd is om als syndicus op te treden. Soms worden verenigingen van mede-eigenaars immers geconfronteerd met malafide syndici die bijvoorbeeld verborgen commissielonen opstrijken die aan de mede-eigenaars zouden moeten toekomen of die gelden verduisteren. In dergelijke gevallen is het voor de instanties die deze syndici disciplinair en gerechtelijk vervolgen interessant om in het kader van het nemen van voorlopige maatregelen ter bescherming van de betrokken vereniging van mede-eigenaars en in het kader van controles deze laatsten op elk moment te kunnen identificeren. Momenteel gebeurt deze identificatie via het jaarlijks opsturen van een lijst van mede-eigendommen aan het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars op basis van artikel 5, § 4 van de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar. Deze lijst is dus niet evolutief. Dit instituut is daarenboven enkel bevoegd voor het disciplinair toezicht op de eigen leden. Het feit van de inschrijving van de syndici in de Kruispuntbank van Ondernemingen zal enerzijds de betrokken instanties toelaten gemakkelijker opzoeken te doen en dus een performanter vervolgingsbeleid bevorderen. Anderzijds zal het een administratieve vereenvoudiging betekenen voor de syndici die op termijn bevrijd zouden kunnen worden van de verplichting om de lijsten van de mede-eigendommen die ze beheren aan het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars te verzenden.

- de inzameling van statistische gegevens mogelijk maken.

Het advies van de Raad van State wordt gevolgd, behalve wat het gedeelte van het advies betreffende de preambule en artikel 10 aangaande de bevoegdheid van de minister van Financiën betreft.

Zoals de Raad van State vaststelt is de FOD Financiën volgens artikel 9 van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 gegevensbeheerder voor de gegevens betreffende de verenigingen van mede-eigenaars bedoeld in artikel III.18 van het Wetboek van Economisch Recht (WER) bevoegd.

Artikel III.18, 6° WER bepaalt dat de identificatiegegevens van de oprichters, mandatarissen en lasthebbers van iedere onderneming, waaronder dus ook het mandaat van de syndicus van de vereniging van mede-eigenaars valt, worden opgenomen in de KBO.

Bijgevolg is de FOD Financiën ook gegevensbeheerder voor de gegevens van de syndicus, mandataris van de vereniging van mede-eigenaars.

De aanduiding van de Federale Overheidsdienst Financiën bij het koninklijk besluit van 26 juni 2003 als gegevensbeheerder voor de verenigingen van mede-eigenaars zoals voorzien in artikel 577-5 van het Burgerlijk Wetboek, is noch beperkt tot een welbepaald deel van de gegevens van de vereniging van mede-eigenaars, noch werd er een andere gegevensbeheerder aangeduid.

Bijgevolg dient het ontwerp dat de ondernemingsloketten als initiator (zoals bedoeld in artikel 1, 2° van het koninklijk besluit van 26 juni 2003) aanduidt voor de gegevens van de syndicus, mandataris van de vereniging van mede-eigenaars, in de KBO, door de minister van Financiën mede-ondertekend te worden.

Artikel 1

Dit besluit is van toepassing op elke vereniging van mede-eigenaars, zijnde een hoofdvereniging dan wel een deelvereniging, die rechtspersoonlijkheid bezit en valt onder artikel 577-3 van het Burgerlijk Wetboek.

In hetzelfde artikel 1 wordt ook verduidelijkt dat met « syndicus » zowel de syndicus, het weze een natuurlijke persoon of vennootschap, bedoeld wordt zoals aangeduid in het reglement van mede-eigendom of benoemd door de algemene vergadering, als de « voorlopige syndicus » toegevoegd of aangeduid ex artikel 577-8, §§ 6 en 7 van het B.W. Het woord « syndicus » omvat derhalve ook de natuurlijke persoon of vennootschap die in het reglement van mede-eigendom is aangeduid, door de algemene vergadering is benoemd of door de rechter wordt toegevoegd of aangeduid om welbepaalde taken uit te voeren.

L'article 577-3, alinéa 4, du Code civil prévoit la création d'associations partielles si l'indivision principale comprend vingt lots ou plus. Les articles 577-3 et suivants du Code civil s'appliquent aux associations partielles, chaque association partielle ayant ainsi son propre syndic. Il importe que les données contenues dans la Banque-Carrefour des Entreprises soient complètes et correctes et que le syndic puisse toujours être identifié, qu'il s'agisse de l'association principale ou d'une association partielle de copropriétaires. En conséquence, tant le syndic d'une association principale que le syndic d'une association partielle, pour autant qu'elle ait la personnalité juridique doivent être inscrits à la Banque-Carrefour des Entreprises, même si ce dernier syndic est le même que celui de l'association principale. En outre, on évite ainsi que des associations partielles n'aient pas de représentant.

Article 2

En principe, chaque association des copropriétaires doit être inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises. Cette inscription contient certaines données. L'objectif du présent arrêté royal est d'y insérer des informations supplémentaires, à savoir l'identité du syndic qui gère l'association des copropriétaires. L'article 2 prévoit donc que le syndic doit être inscrit à la Banque-Carrefour des Entreprises comme exerçant ladite fonction au sein de l'association des copropriétaires.

Le syndic désigné ou nommé conformément à l'article 577-8, § 1^{er} ou le syndic provisoire adjoint ou désigné conformément à l'article 577-8, §§ 6 et 7, du Code civil se charge de l'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises. Cette compétence lui est confiée dans le règlement de copropriété (article 577-4, alinéa 4, 4^o, du Code civil).

L'arrêté royal utilise le terme "inscription" qu'il convient bien entendu de ne pas comprendre comme l'inscription du syndic en tant qu'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises.

L'obligation d'inscription sur la base du présent arrêté royal ne porte en effet pas préjudice aux obligations d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises imposées par les articles III. 16. et III. 49. du Code de droit économique. Le syndic professionnel doit être repris en tant qu'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises. C'est le cas, indépendamment du fait qu'ils soient à présent affiliés à l'Institut professionnel des agents immobilier ou qu'ils exercent la fonction de syndic dans le cadre de leur fonction d'avocat ou de membre d'une autre catégorie professionnelle qui peut endosser la tâche de syndic.

L'inscription du syndic sur la base du présent arrêté royal porte par contre sur une inscription relative aux fonctions du syndic. Comme il a déjà été indiqué, il ne s'agit pas d'une inscription séparée du syndic, mais bien d'une inscription qui complète l'inscription de l'association des copropriétaires.

Article 3

Le premier paragraphe définit la procédure concrète : le syndic doit donc s'inscrire au plus tard le jour ouvrable qui précède le jour auquel sa mission prend cours via le guichet d'entreprises de son choix et il communique un certain nombre de données permettant son identification. Le cas où la décision de désignation ou nomination a été prise moins de huit jours ouvrables avant le jour de prise de cours de sa mission constitue une exception à cette règle. Dans ce dernier cas, l'inscription doit avoir lieu dans les huit jours ouvrables suivant la prise de la décision de désignation ou nomination.

Le § 2 impose au syndic de communiquer au guichet d'entreprises toute modification ou radiation des données d'identification.

La communication doit intervenir au plus tard le jour qui précède l'entrée en vigueur de la modification ou de la radiation. Le cas où la décision a été prise moins de huit jours ouvrables avant l'entrée en vigueur de la modification ou de la radiation constitue une exception à cette règle. Dans ce dernier cas, la communication de la modification ou la radiation doit avoir lieu dans les huit jours ouvrables suivant la prise de décision.

Article 4

L'article 4 impose aux guichets d'entreprises d'enregistrer toute demande d'inscription, de modification ou de radiation. Le paragraphe 2 du même article mentionne les données qui doivent figurer dans la Banque-Carrefour des Entreprises.

Article 5

L'article 5 précise que le guichet d'entreprises doit procéder à l'inscription demandée dans la Banque-Carrefour des Entreprises dans les huit jours ouvrables suivant la réception du dossier complet visé à l'article 3, § 1^{er}.

Artikel 577-3, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek voorziet in de oprichting van deelverenigingen indien de hoofdvereniging bestaat uit twintig of meer kavels. De artikelen 577-3 en volgende van het Burgerlijk Wetboek zijn van toepassing op de deelverenigingen, waardoor elke deelvereniging haar eigen syndic heeft. Het is van belang dat de gegevens in de Kruispuntbank van Ondernemingen volledig en juist zijn, en dat de syndicus steeds kan worden geïdentificeerd, ongeacht of het gaat om de hoofdvereniging, dan wel een deelvereniging van mede-eigenaars. Bijgevolg dient zowel de syndicus van een hoofdvereniging, als de syndicus van een deelvereniging voor zover deze rechtspersoonlijkheid heeft, zich in te schrijven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, zelfs indien deze syndicus dezelfde is als de syndicus van de hoofdvereniging. Bovendien wordt op deze manier voorkomen dat er deelverenigingen bestaan zonder vertegenwoordiger.

Artikel 2

In beginsel moet elke vereniging van mede-eigenaars zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen. Die inschrijving bevat bepaalde gegevens. Het doel van dit koninklijk besluit is er bijkomende informatie in op te nemen, namelijk de identiteit van de syndicus die de vereniging van mede-eigenaars beheert. Artikel 2 voorziet derhalve dat de syndicus moet ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen als zijnde de persoon die deze functie uitoefent binnen de vereniging van mede-eigenaars.

Het is de syndicus aangesteld of benoemd in gevolge artikel 577-8, § 1, of de voorlopige syndicus die overeenkomstig artikel 577-8, §§ 6 en 7, van het Burgerlijk wetboek, wordt toegevoegd of aangewezen die de inschrijving in de Kruispuntbank der ondernemingen op zich neemt. Deze bevoegdheid wordt hem verleend in het reglement van mede-eigendom (art. 577-4, vierde lid, 4^o, van het Burgerlijk wetboek).

Het koninklijk besluit gebruikt de term "inschrijving", die evenwel niet moet worden begrepen als de inschrijving van de syndicus als onderneming in de Kruispuntbank van Ondernemingen.

De inschrijvingsplicht op basis van dit koninklijk besluit doet immers geen afbreuk aan de inschrijvingsverplichtingen in de Kruispuntbank der Ondernemingen die worden opgelegd door de artikelen III.16 en III. 49. van het Wetboek van economisch recht. De professionele syndicus moet uit eigen hoofde in de Kruispuntbank van Ondernemingen zijn opgenomen. Dit is zo, ongeacht of zij nu aangesloten zijn bij het Bedrijfsinstituut voor vastgoedmakelaars, dan wel syndicus zijn in hun functie van advocaat of lid van een andere beroepsgroep die de taak van syndicus mag waarnemen.

De inschrijving van de syndicus op grond van dit koninklijk besluit betreft daarentegen een inschrijving wat de functie van de syndicus betreft. Zoals reeds is vermeld, is het geen aparte inschrijving van de syndicus, maar wel een aanvulling bij de inschrijving van de vereniging van mede-eigenaars.

Artikel 3

De eerste paragraaf omschrijft de concrete procedure : de syndicus moet zich ten laatste op de werkdag die de dag waarop zijn opdracht aanvangt inschrijven via het ondernemingsloket naar keuze en deelt bepaalde gegevens mee die zijn identificatie mogelijk maken. Uitzondering hierop is het geval waarin de beslissing tot aanstelling of benoeming minder dan acht werkdagen werd genomen voor de dag waarop zijn opdracht aanvangt. In dit laatste geval moet de inschrijving plaatsgrijpen binnen acht werkdagen na het nemen van de beslissing tot aanstelling of benoeming.

Paragraaf 2 verplicht de syndicus elke wijziging of doorhaling van de gegevens mee te delen aan het ondernemingsloket.

De mededeling dient te gebeuren ten laatste op de dag die de inwerkingtreding van de wijziging of doorhaling voorafgaat. Uitzondering hierop is het geval waarop de beslissing minder dan acht werkdagen voor de inwerkingtreding van de wijziging of doorhaling werd genomen. In dit laatste geval moet de mededeling van de wijziging of doorhaling binnen acht werkdagen gebeuren volgend op het nemen van de beslissing.

Artikel 4

Artikel 4 verplicht de ondernemingsloketten om elke vraag van inschrijving, wijziging of doorhaling te registreren. In § 2 van hetzelfde artikel worden de gegevens vermeld die in de Kruispuntbank der Ondernemingen moeten worden opgenomen.

Artikel 5

Artikel 5 bepaalt dat het ondernemingsloket de gevraagde inschrijving binnen acht werkdagen na ontvangst van het volledig dossier bedoeld in artikel 3, § 1 moet inschrijven in de Kruispuntbank der Ondernemingen.

Le paragraphe 2 du même article précise qu'en cas de refus de l'inscription, de la radiation ou de la modification, le guichet d'entreprises doit porter ce refus à la connaissance soit du syndic soit de l'association des copropriétaires, en fonction de celui qui a introduit la demande ou a donné mandat pour introduire la demande dans les huit jours suivant la réception du dossier complet visé à l'article 3, § 1^{er}.

Article 6

L'article 6 indique ce que doit contenir le dossier d'inscription du syndic à la Banque-Carrefour des Entreprises. Sont concernées les demandes d'inscription, de modification ou de radiation, les procurations qui, le cas échéant, accompagnent les demandes visées à l'article 3 et, le cas échéant, la décision de refus de l'inscription, de la modification ou de la radiation prise par le guichet d'entreprises, accompagnée de la preuve de sa communication soit au syndic soit à l'association des copropriétaires, en fonction de celui qui a introduit la demande ou a donné mandat pour introduire la demande.

Les procurations qui, le cas échéant, accompagnent les demandes visées à l'article 3 visent par exemple, une procuration livrée par un syndic professionnel à son employé ou une procuration livrée à un membre de l'association des copropriétaires afin de réaliser l'inscription du syndic.

Article 7

L'article 7 détermine que le délai de conservation est de cinq ans.

Article 8

Il est prévu le paiement d'un droit d'inscription, comme déjà prévu pour les entreprises commerciales ou artisanales, à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 28 mai 2003 fixant le montant du droit d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises en tant qu'entreprise commerciale ou artisanale, et la rémunération des guichets d'entreprises agréés.

Le paragraphe 2 précise que les guichets d'entreprises reçoivent, à titre de rétribution de leur intervention à l'inscription, un montant équivalent à 100 % des droits d'inscription visés au paragraphe 1^{er}, T.V.A. incluse.

Article 9

Les associations des copropriétaires qui sont inscrites à la Banque Carrefour des Entreprises à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté disposent d'un délai d'un an à compter de cette date pour satisfaire aux obligations fixées dans le présent arrêté. Ce délai peut être prolongé.

Cet article règle en outre l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Article 10.

Le Ministre de la Justice, le Ministre de l'Economie, le Ministre des Finances et le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME sont parties prenantes : le Ministre de la Justice en raison de la nouvelle loi relative à la copropriété, le Ministre de l'Economie en raison de l'intervention de la Banque-Carrefour des Entreprises, le Ministre des Finances comme gestionnaire des données des copropriétés prévues à l'article 9 de l'arrêté royal du 26 juin 2003 portant désignation des autorités, administrations et services chargés, en ce qui concerne certaines catégories d'entreprises, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article III.18 du Code de droit économique et le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME en raison de l'implication des guichets d'entreprises.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME,
W. BORSUS

§ 2 van hetzelfde artikel bepaalt dat, in geval van weigering van de inschrijving, doorhaling of wijziging, het ondernemingsloket deze weigering binnen acht dagen na ontvangst van het volledig dossier bedoeld in artikel 3, § 1 ter kennis moet brengen aan de syndicus of de vereniging van mede-eigenaars, afhankelijk van wie de aanvraag heeft ingediend of het mandaat voor het indienen van de aanvraag heeft verleend.

Artikel 6

Artikel 6 bepaalt wat het dossier van inschrijving van de syndicus in de Kruispuntbank der Ondernemingen moet bevatten. Dit betreft de aanvragen tot inschrijving, wijziging of doorhaling, de volmachten waarvan de in artikel 3 vermelde aanvragen in voorkomend geval vergezeld gaan en, in voorkomend geval, de beslissing tot weigering van de inschrijving, wijziging of doorhaling die genomen werd door het ondernemingsloket, samen met het bewijs van de kennisgeving aan respectievelijk de syndicus of de vereniging van mede-eigenaars afhankelijk van wie de aanvraag heeft ingediend of het mandaat voor het indienen van de aanvraag heeft verleend.

Met de volmachten waarvan de in artikel 3 vermelde aanvragen vergezeld gaan wordt bij voorbeeld bedoeld een volmacht verstrekt door een professioneel syndicus aan één van zijn werknemers of een volmacht verstrekt aan een lid van de vereniging van mede-eigenaars om de inschrijving van de syndicus te verwezenlijken.

Artikel 7

Artikel 7 bepaalt dat de bewaringstermijn vijf jaar bedraagt.

Artikel 8

Er wordt voorzien in de betaling van een inschrijvingsrecht zoals reeds voorzien is voor handels- of ambachtsondernemingen in artikel 2, §§ 1 en 2, van het Koninklijk besluit van 28 mei 2003 tot vaststelling van het inschrijvingsrecht voor de Kruispuntbank der Ondernemingen als handels- of ambachtsonderneming, en de vergoeding van erkende ondernemingsloketten.

§ 2 van hetzelfde artikel bepaalt dat de ondernemingsloketten voor hun medewerking aan de inschrijving een bedrag dat gelijk is aan 100 % van de inschrijvingsrechten bedoeld in § 1, btw inbegrepen ontvangen.

Artikel 9

De Verenigingen der mede-eigenaars die op datum van de inwerkingtreding van het besluit zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen hebben één jaar de tijd vanaf deze datum om te voldoen aan de in dit besluit vastgelegde verplichtingen. Deze termijn kan verlengd worden.

Dit artikel regelt bovendien de inwerkingtreding van het besluit.

Artikel 10

De Minister van Justitie, de Minister van Economie, de Minister van Financiën, en de Minister van Zelfstandigen en KMO's, zijn betrokken : de Minister van Justitie wegens de nieuwe wet op de mede-eigendom; de Minister van Economie wegens de tussenkomst van de Kruispuntbank van Ondernemingen, de Minister van Financiën, als gegevensbeheerder van de mede-eigendommen zoals bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 houdende aanwijzing van de overheden, administraties en diensten die, betreffende bepaalde categorieën van ondernemingen, belast zijn met de eenmalige inzameling en het actualiseren van de gegevens bedoeld in artikel III.18 van het Wetboek van economisch recht en de Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's wegens de betrokkenheid van de ondernemingsloketten.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,
W. BORSUS

AVIS 60.804/2 DU 1ER FEVRIER 2017 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL 'RELATIF AUX MODALITES D'INSCRIPTION DU SYNDIC A LA BANQUE-CARREFOUR DES ENTREPRISES'

Le 5 janvier 2017, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux modalités d'inscription du syndic à la Banque-Carrefour des Entreprises'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 1^{er} février 2017.

La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Luc Detroux et Wanda Vogel, conseillers d'Etat, Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été rédigé par Pauline Lagasse, auditeur-adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda Vogel.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} février 2017.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

Préambule et article 10

Il ressort du commentaire de l'article 10 que l'intervention du Ministre des Finances dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution du présent arrêté est justifiée par le fait que ce dernier intervient comme gestionnaire de données des copropriétés en vertu de l'article 9 de l'arrêté royal du 26 juin 2003 'portant désignation des autorités, administrations et services chargés, en ce qui concerne certaines catégories d'entreprises, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article III.18 du Code de droit économique'.

Cependant, la désignation du SPF Finances en tant que gestionnaire des données des copropriétés est limitée aux données visées à l'article III.18 du Code de droit économique.

Contrairement à l'inscription des associations de copropriétaires sur la base des articles III.16 et III.18 du Code de droit économique, l'inscription du syndic au sens de l'article 577-8, § 2/1, du Code civil n'implique pas l'intervention des Bureaux de conservation des hypothèques (qui relèvent de la responsabilité du SPF Finances).

Par conséquent, l'intervention du Ministre des Finances n'est pas juridiquement indispensable.

Dispositif

Article 3

Au paragraphe 1^{er}, il est question de « jours ouvrables ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise et l'arrêté ayant vocation à s'appliquer dans des contextes dans lesquels la notion usuelle de jour ouvrable peut varier, il conviendrait soit de la définir, soit, de préférence, de prévoir un délai calculé en « jours ».

L'observation vaut pour la suite du projet.

Article 6

La question se pose de savoir à quelles hypothèses renvoie l'obligation mentionnée au 2^o de faire figurer dans le dossier d'inscription à la Banque Carrefour « les procurations qui accompagnent les demandes visées à l'article 3 ».

ADVIES 60.804/2 VAN 1 FEBRUARI 2017 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'BETREFFENDE DE NADERE REGELS VOOR DE INSCHRIJVING VAN DE SYNDICUS IN DE KRUISPUNTBANK VAN ONDERNEMINGEN'

Op 5 januari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de nadere regels voor de inschrijving van de syndicus in de Kruispuntbank van Ondernemingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 1 februari 2017.

De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Luc Detroux en Wanda Vogel, staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is opgesteld door Pauline Lagasse, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda Vogel.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 februari 2017.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef en artikel 10

Uit de bespreking van artikel 10 blijkt dat de reden waarom de minister van Financiën betrokken wordt bij het opstellen en de uitvoering van dit besluit gelegen is in het feit dat hij daarbij optreedt als gegevensbeheerder van de mede-eigendommen zoals bedoeld in artikel 9 van het koninklijk besluit van 26 juni 2003 'houdende aanwijzing van de overheden, administraties en diensten die, betreffende bepaalde categorieën van ondernemingen, belast zijn met de eenmalige inzameling en het actualiseren van de gegevens bedoeld in artikel III.18 van het Wetboek van economisch recht'.

De aanwijzing van de FOD Financiën als gegevensbeheerder van de mede-eigendommen geldt evenwel alleen voor de gegevens bedoeld in artikel III.18 van het Wetboek van economisch recht.

Anders dan voor de inschrijving van de verenigingen van mede-eigenaars op basis van de artikelen III.16 en III.18 van het Wetboek van economisch recht, is voor de inschrijving van de syndicus in de zin van artikel 577-8, § 2/1, van het Burgerlijk Wetboek de medewerking van de kantoren van hypotheekbewaring (die onder de verantwoordelijkheid van de FOD Financiën vallen) niet vereist.

In juridisch opzicht is het bijgevolg niet onontbeerlijk de minister van Financiën bij dit ontwerp te betrekken.

Dispositief

Artikel 3

In paragraaf 1 is er sprake van "werkdagen".

Aangezien dit begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt en het besluit bestemd is om te worden toegepast in contexten waarin het gebruikelijke begrip werkdag kan verschillen, zou het moeten worden gedefinieerd, ofwel zou, bij voorkeur, moeten worden voorzien in een termijn berekend in "dagen".

Deze opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 6

De vraag rijst wat zoal valt onder de in de bepaling onder 2^o vermelde verplichting om in het dossier van inschrijving in de Kruispuntbank "de volmachten waarmee de in artikel 3 vermelde aanvragen vergezeld gaan" op te nemen.

S'il s'agit de l'hypothèse où la demande d'inscription émane d'un mandataire, ainsi que le prévoit notamment l'article 4, § 1^{er}, il y a lieu de constater que cette hypothèse ne se présentera pas de manière générale.

Il y aura lieu alors d'insérer les mots « , le cas échéant, » entre les mots « qui » et « accompagnent ».

Le rapport au Roi sera également explicité sur ce point.

Article 9

Dans l'hypothèse où l'auteur d'un projet souhaite lui donner une portée rétroactive, il convient de distinguer, d'une part, la date d'entrée en vigueur de l'arrêté et, d'autre part, la date où celui-ci produit ses effets juridiques.

Il découle de l'article 9, alinéa 1^{er}, du projet que l'auteur du projet souhaite donner à celui-ci une portée rétroactive.

Cependant, dès lors que l'article 9, alinéa 2, du projet prévoit une période transitoire d'un an pour les associations de copropriétaires qui sont inscrites dans la Banque Carrefour des Entreprises à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, la portée rétroactive que l'auteur du projet entend donner à ce dernier est sans pertinence.

Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre marque son accord sur ce point :

« 01/01/2017 was slechts de oorspronkelijk bedoelde datum om het desbetreffende Koninklijk besluit in werking te doen treden. Heden wordt de datum van inwerkingtreding voorzien op 01/04/2017. Het is dus geenszins de bedoeling om een terugwerkende draagwijdte te verlenen aan het koninklijk besluit. Verenigingen van mede-eigenaars die reeds bestaan op 01/04/2017 beschikken dan vanaf die datum over één jaar om de inschrijving in de Kruispuntbank van ondernemingen te regelen ».

L'article 9 du projet sera, dès lors, revu en conséquence.

Le greffier,
A.-C. Van Geersdaele.

Le président,
P. Vandernoot.

15 MARS 2017. — Arrêté royal relatif aux modalités d'inscription du syndic à la Banque-Carrefour des Entreprises

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code civil, l'article 577-8, § 2/1, inséré par l'article 8, D), de la loi du 2 juin 2010;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du Service public fédéral Finances, donné le 7 novembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du Service public fédéral Justice, donné le 10 novembre 2016;

Vu les avis des Inspecteurs des Finances du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, donnés respectivement le 22 novembre 2016 et le 30 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2016;

Vu l'avis 60.804/2 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} février 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, [2^o], des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le Code de droit économique, le Livre III, Titre 2;

Sur la proposition du Ministre de la Justice, du Ministre de l'Economie, du Ministre des Finances et du Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des P.M.E.,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « association des copropriétaires » toute association de copropriétaires, en ce compris les associations partielles, disposant de la personnalité juridique visée à l'article 577-3, alinéa 4, du Code civil et par « syndic », on entend toute personne physique ou société, désignée ou nommée syndic conformément à l'article 577-8, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ou adjoint ou désignée comme syndic provisoire conformément à l'article 577-8, §§ 6 ou 7 du Code civil.

Indien het gaat om het geval waarin de aanvraag om inschrijving uitgaat van een mandaathouder, zoals bepaald in inzonderheid artikel 4, § 1, dient vastgesteld te worden dat dit geval zich in het algemeen niet zal voordoen.

De bepaling in kwestie zou derhalve als volgt gesteld moeten worden: "2^o de volmachten waarvan de in artikel 3 vermelde aanvragen in voorkomend geval vergezeld gaan;"

Het verslag aan de Koning dient op dit punt explicieter gesteld te worden.

Artikel 9

Ingeval de steller van een ontworpen besluit daaraan terugwerkende kracht wenst te verlenen, moet een onderscheid gemaakt worden tussen, enerzijds, de datum waarop dat besluit in werking treedt en, anderzijds, de datum waarop het rechtsgevolgen heeft.

Uit artikel 9, eerste lid, van het ontwerp blijkt dat de steller ervan aan het besluit terugwerkende kracht wil verlenen.

Doordat artikel 9, tweede lid, van het ontwerp voorziet in een overgangperiode van één jaar voor de verenigingen van mede-eigenaars die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen, doet de terugwerkende kracht die de steller van het ontwerp daaraan wenst te verlenen evenwel niet ter zake.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister zijn instemming betuigd met dit punt :

"01/01/2017 was slechts de oorspronkelijk bedoelde datum om het desbetreffende Koninklijk besluit in werking te doen treden. Heden wordt de datum van inwerkingtreding voorzien op 01/04/2017. Het is dus geenszins de bedoeling om een terugwerkende draagwijdte te verlenen aan het koninklijk besluit. Verenigingen van mede-eigenaars die reeds bestaan op 01/04/2017 beschikken dan vanaf die datum over één jaar om de inschrijving in de Kruispuntbank van ondernemingen te regelen."

Artikel 9 van het ontwerp behoort bijgevolg dienovereenkomstig herzien te worden.

De griffier,
A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter
P. Vandernoot.

15 MAART 2017. — Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de inschrijving van de syndicus in de Kruispuntbank van Ondernemingen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Burgerlijk Wetboek, artikel 577-8, § 2/1, ingevoegd bij artikel 8, D) van de Wet van 2 juni 2010;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van de Federale Overheidsdienst Financiën, gegeven op 7 november 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van de Federale Overheidsdienst Justitie, gegeven op 10 november 2016;

Gelet op de adviezen van de Inspecteurs van Financiën van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, gegeven op respectievelijk 22 november 2016 en 30 november 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 2016;

Gelet op het advies 60.804/2 van de Raad van State, gegeven op 1 februari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, [2^o] van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende het Wetboek van economisch recht, Boek III, Titel 2.;

Op de voordracht van de Minister van Justitie, de Minister van Economie, de Minister van Financiën, de Minister van Middenstand, Zelfstandigen en van K.M.O.,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder "vereniging van mede-eigenaars" elke vereniging van mede-eigenaars, hieronder begrepen de deelverenigingen, die rechtspersoonlijkheid bezitten zoals bepaald in artikel 577-3, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek; onder "syndicus" wordt verstaan elke natuurlijk persoon of vennootschap, die aangesteld of benoemd is als syndicus in gevolge artikel 577-8, § 1, eerste lid Burgerlijk Wetboek of is toegevoegd of aangewezen als voorlopig syndicus ingevolge artikel 577-8, §§ 6 of 7 Burgerlijk Wetboek.

De plus, pour l'application du présent arrêté, on entend par « jours ouvrables » tous les jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux.

Art. 2. Les données concernant le mandat du syndic de l'association des copropriétaires sont inscrites dans la Banque-Carrefour des Entreprises. L'association des copropriétaires, ou son syndic, introduit à cette fin un dossier relatif à la demande d'inscription du syndic auprès d'un guichet d'entreprises de son choix.

Cette disposition s'applique sans préjudice des dispositions de l'article III. 16. et III. 49. du Code de droit économique.

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'inscription est introduite auprès du guichet d'entreprises au plus tard le jour ouvrable qui précède le jour de la prise de cours de la mission du syndic, sauf si la décision a été prise moins de huit jours ouvrables avant le jour de la prise de cours de la mission du syndic. Dans ce dernier cas, la demande est introduite auprès du guichet d'entreprises dans un délai de huit jours ouvrables après la prise de la décision. Elle contient les données suivantes :

1° le numéro d'entreprise de l'association des copropriétaires;

2° un extrait de l'acte de désignation ou de nomination. Cet extrait contient les données énumérées à l'article 577-8, § 2, alinéa 2, première phrase, du Code civil;

3° le numéro de registre national ou le numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale du syndic s'il s'agit d'une personne physique ou s'il s'agit d'une société, le numéro d'entreprise et le cas échéant le numéro de registre national ou le numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale d'un représentant qui est habilité à exercer les activités de syndic dans le cadre de la société.

Si aucun numéro de registre national ou aucun numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale n'est disponible, le guichet d'entreprises peut demander toutes les données et tous les documents nécessaires à l'identification univoque de la personne physique concernée.

§ 2. Toute modification ou radiation qui a pour conséquence une adaptation des données visées aux § 1^{er}, 2° et 3° est communiquée, sur base de pièces justificatives utiles, par l'association des copropriétaires ou son syndic au guichet d'entreprises de son choix en précisant la date à laquelle cette modification ou radiation prend effet.

La communication est réalisée au plus tard le jour ouvrable qui précède la prise d'effet de la modification ou radiation sauf si la modification ou radiation est survenue moins de huit jours ouvrables avant cette date. Dans ce dernier cas, la modification ou radiation est communiquée au guichet d'entreprises dans un délai de huit jours ouvrables.

Art. 4. § 1^{er}. À sa réception, le guichet d'entreprises enregistre toute demande d'inscription, de modification ou de radiation. Si le dossier de demande est incomplet, le guichet d'entreprises en informe le syndic ou l'association des copropriétaires, en fonction de celui qui a introduit la demande ou donné un mandat pour introduire la demande, dans les huit jours ouvrables après réception de la demande.

§ 2. Dans la Banque-Carrefour des Entreprises les données suivantes concernant le syndic sont reprises :

- s'il s'agit d'une personne physique : nom, prénom et le numéro de registre national ou le numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale;

- s'il s'agit d'une société : sa dénomination sociale et son numéro d'entreprise et, le cas échéant, le numéro de registre national ou le numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité Sociale de son représentant qui est habilité à exercer les activités de syndic dans le cadre de la société;

- la date de la prise de cours de la mission du syndic.

Bovendien wordt voor de toepassing van dit besluit verstaan onder "werkdagen" alle dagen met uitzondering van de zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen.

Art. 2. De gegevens betreffende het mandaat van de syndicus van de vereniging van mede-eigenaars worden ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen. De vereniging van mede-eigenaars of haar syndicus dienen hiertoe een dossier betreffende de vraag tot inschrijving van de syndicus in bij een ondernemingsloket naar keuze.

Deze bepaling is van toepassing onverminderd de bepalingen in artikel III. 16. en III 49. van het Wetboek van economische recht.

Art. 3. § 1. De aanvraag tot inschrijving wordt ten laatste op de werkdag die de dag waarop de opdracht van de syndicus een aanvang neemt voorafgaat ingediend bij het ondernemingsloket, tenzij de beslissing minder dan acht werkdagen voor de dag waarop de opdracht van de syndicus een aanvang neemt werd genomen. In dit laatste geval wordt de beslissing binnen de acht werkdagen na het nemen ervan aan het ondernemingsloket meegedeeld. Ze bevat de volgende gegevens :

1° het ondernemingsnummer van de vereniging van mede-eigenaars;

2° een uittreksel uit de akte van aanstelling of benoeming. Dit uittreksel bevat de gegevens vermeld in artikel 577-8, § 2, tweede lid, eerste zin van het Burgerlijk wetboek;

3° het rijksregisternummer of het identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van de syndicus indien het om een natuurlijk persoon gaat of indien het om een vennootschap gaat het ondernemingsnummer en desgevallend het rijksregisternummer of het identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van een vertegenwoordiger die gerechtigd is de activiteiten van syndicus in het kader van de vennootschap uit te oefenen.

Ingeval geen rijksregisternummer of identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voorhanden is, kan het ondernemingsloket alle gegevens en documenten vragen die nodig zijn voor de eenduidige identificatie van de betrokken natuurlijke persoon.

§ 2. Iedere wijziging of doorhaling die een aanpassing van de in § 1, 2° en 3° bedoelde gegevens tot gevolg heeft, wordt op basis van de nodige bewijsstukken door de vereniging van mede-eigenaars of haar syndicus aan het ondernemingsloket van zijn keuze meegedeeld met aanduiding van de datum waarop de wijziging of doorhaling in voege treedt.

De mededeling gebeurt ten laatste op de werkdag die de invoeging van de wijziging of doorhaling voorafgaat, tenzij de beslissing minder dan acht werkdagen voor de inwerkingtreding van de wijziging of doorhaling werd genomen. In dit laatste geval wordt de wijziging of doorhaling binnen acht werkdagen aan het ondernemingsloket meegedeeld.

Art. 4. § 1. Het ondernemingsloket registreert bij ontvangst iedere aanvraag om inschrijving, wijziging of doorhaling. Indien het aanvraagdossier onvolledig is brengt het ondernemingsloket de syndicus of de vereniging van mede-eigenaars, afhankelijk van wie de aanvraag heeft ingediend of het mandaat heeft verstrekt voor het indienen van de aanvraag, hiervan in kennis binnen de acht werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

§ 2. In de Kruispuntbank van ondernemingen worden de volgende gegevens van de syndicus opgenomen :

- indien het gaat om een natuurlijk persoon : naam, voornaam en het rijksregisternummer of het identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;

- indien het gaat om een vennootschap : de maatschappelijke benaming en het ondernemingsnummer en desgevallend het rijksregisternummer of het identificatienummer in de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van zijn vertegenwoordiger die gerechtigd is de activiteiten van syndicus in het kader van de vennootschap uit te oefenen;

- de datum waarop de opdracht van de syndicus een aanvang neemt.

Art. 5. § 1^{er}. Le guichet d'entreprises procède à l'inscription, la radiation ou la modification demandée au sein de la Banque-Carrefour des Entreprises dans les huit jours ouvrables suivant la réception du dossier complet visé à l'article 3, § 1.

§ 2. Si le guichet d'entreprises refuse l'inscription, la modification ou la radiation, il communique ce refus au syndic ou à l'association des copropriétaires, en fonction de celui qui a introduit la demande ou donné un mandat pour introduire la demande, dans les huit jours ouvrables après réception du dossier complet visé à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 6. Le dossier d'inscription du syndic à la Banque-Carrefour des Entreprises contient :

1° les demandes d'inscription du syndic, les demandes de modification ou de radiation des données du syndic ainsi que les pièces visées à l'article 3, § 1^{er};

2° les procurations qui, le cas échéant, accompagnent les demandes visées à l'article 3;

3° le cas échéant, la décision de refus d'inscription, de modification ou de radiation, prise par le guichet d'entreprises, accompagnée de la preuve de sa communication au syndic ou à l'association des copropriétaires, en fonction de celui qui a introduit la demande ou donné un mandat pour introduire la demande.

Art. 7. Le dossier visé à l'article 6 est conservé pendant un délai de cinq ans par le guichet d'entreprises qui a examiné la demande d'inscription, de modification ou de radiation conformément à l'arrêté royal du 16 mai 2004 relatif aux modalités de la conservation des archives dans les guichets d'entreprises agréés.

Art. 8. § 1^{er}. Pour chaque demande d'inscription, de modification ou de radiation, un droit d'inscription identique à celui prévu à l'article 2, §§ 1 et 2 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 fixant le montant du droit d'inscription à la Banque Carrefour des Entreprises en tant qu'entreprise commerciale ou artisanale, et la rémunération des guichets d'entreprises agréés est dû par l'association des copropriétaires.

§ 2. Les guichets d'entreprises agréés reçoivent à titre de rétribution de leur intervention à l'inscription, un montant qui s'élève à 100 % des droits d'inscription, visés au paragraphe 1^{er}, T.V.A. incluse.

Art. 9. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.

Les associations des copropriétaires qui sont inscrites dans la Banque-Carrefour des Entreprises à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur visée à l'alinéa premier pour satisfaire aux obligations imposées par le présent arrêté royal. Le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions peut prolonger ce délai à la demande des guichets d'entreprises.

Art. 10. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions, le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le Ministre qui a les Finances dans ses attributions et le Ministre qui a les Classes moyennes, les Indépendants et les P.M.E. dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre l'Economie,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des P.M.E.,
W. BORSUS

Art. 5. § 1. Het ondernemingsloket schrijft de gevraagde inschrijving, wijziging of doorhaling binnen acht werkdagen na ontvangst van het volledig dossier bedoeld in artikel 3, § 1, in de Kruispuntbank van Ondernemingen in.

§ 2. Indien het ondernemingsloket de inschrijving, wijziging of doorhaling weigert, brengt het deze weigering binnen acht werkdagen na ontvangst van het volledig dossier bedoeld in artikel 3, § 1 ter kennis aan de syndic of de vereniging van mede-eigenaars, afhankelijk van wie de aanvraag heeft ingediend of het mandaat heeft verstrekt voor het indienen van de aanvraag.

Art. 6. Het dossier van inschrijving van de syndic in de Kruispuntbank van Ondernemingen, bevat :

1° de aanvragen tot inschrijving van de syndic, de wijziging of doorhaling van de gegevens van de syndic alsook de stukken bedoeld in artikel 3, § 1;

2° de volmachten waarvan de in artikel 3 vermelde aanvragen in voorkomend geval vergezeld gaan;

3° in voorkomend geval, de beslissing tot weigering van de inschrijving, wijziging of doorhaling, genomen door het ondernemingsloket, samen met het bewijs van de kennisgeving aan de syndic of de vereniging van mede-eigenaars, afhankelijk van wie de aanvraag heeft ingediend of het mandaat heeft verstrekt voor het indienen van de aanvraag.

Art. 7. Het in artikel 6 bedoelde dossier wordt bewaard gedurende een termijn van vijf jaar door het ondernemingsloket dat de aanvraag om inschrijving, wijziging of doorhaling heeft behandeld, overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 mei 2004 betreffende de nadere regels inzake het bewaren van archieven in de erkende ondernemingsloketten.

Art. 8. § 1. Voor elke aanvraag tot inschrijving, wijziging of doorhaling is hetzelfde inschrijvingsrecht verschuldigd door de vereniging van mede-eigenaars als het bedrag bepaald door artikel 2, §§ 1 en 2 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsrecht voor de Kruispuntbank van Ondernemingen als handels- of ambachtsonderneming, en de vergoeding van de erkende ondernemingsloketten.

§ 2. De ondernemingsloketten ontvangen voor hun medewerking aan de inschrijving een bedrag dat gelijk is aan 100 % van de inschrijvingsrechten bedoeld in § 1, btw inbegrepen.

Art. 9. Dit koninklijk besluit treedt in werking op 1 april 2017.

De verenigingen van mede-eigenaars, die ingeschreven zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beschikken over een termijn van één jaar vanaf de in het eerste lid bedoelde inwerkingtreding om te voldoen aan de verplichtingen opgelegd door dit koninklijk besluit. De Minister bevoegd voor Middenstand kan deze termijn op vraag van de ondernemingsloketten met maximum één jaar verlengen.

Art. 10. De Minister bevoegd voor Justitie, de Minister bevoegd voor Economie, de Minister bevoegd voor Financiën en de Minister bevoegd voor Middenstand, Zelfstandigen en K.M.O.'s zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 maart 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen en K.M.O.'s,
W. BORSUS